

République Française
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Direction générale de l'alimentation (D.G.A.L.) Sous direction de la qualité et de la protection des végétaux 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS Cedex 15	Direction des politiques économique et internationale (D.P.E.I.) Sous-direction des cultures et produits végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
Circulaire du 22 MARS 2001	DPEI/SPM/C2001-4013 DGAL/SDPV/C2001-8004

Le Ministre de l'Agriculture et de la pêche

à Mesdames et Messieurs les Préfets

C I R C U L A I R E

Objet : Mise en œuvre par l'Oniflor de mesures d'indemnisation dans le cadre de la lutte contre *Xanthomonas* sur les arbres fruitiers.

Date d'application : immédiate

Xanthomonas arborica pv pruni a été identifié, en France, par le Service de la Protection des Végétaux depuis quelques années. Après une présence discrète au niveau des symptômes, des dégâts importants sont observés dans certaines régions, notamment sur pêcher, depuis 1999.

La gravité de la maladie est telle que des mesures rapides et ciblées doivent être aujourd'hui prises pour essayer d'enrayer sa progression, trouver des méthodes de lutte efficaces à court et long terme et permettre aux exploitations les plus touchées de poursuivre leur activité.

Résumé : Des mesures concernant la lutte contre xanthomonas, assorties d'une aide financière de l'Oniflor sont mises en œuvre, pour l'année 2001, selon les modalités figurant ci-après. Les régions essentiellement concernées sont **Languedoc - Roussillon et Rhône - Alpes**.

Plan de diffusion

<u>Pour exécution</u>	<u>Pour information</u>
Mmes et MM. les Préfets de région les Préfets de département les DRAF les DDAF les Chefs de SRPV M le Directeur de l'ONIFLHOR M le DPEI Mme la directrice de la DGAL	M. le Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Fruits. MM. les Présidents des Comités de bassin M. le Contrôleur d'Etat DGA- DAF FELCOOP FNSEA CNJA Confédération Paysanne Le Président du Coperci

1° Arrachage de parcelles contaminées par le xanthomonas

Lorsque le taux des sujets contaminés par Xanthomonas, constaté par la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt – Service régional de la protection des végétaux (DRAF - SRPV) dépasse 20 % des arbres de la parcelle, avec des dégâts importants sur fruits, il est préférable pour des raisons sanitaires et économiques d'assainir, par arrachage de la totalité des arbres présents, cette parcelle. L'opération sera **effectuée au plus tard, sitôt la récolte des fruits effectuée**. Dans des zones nouvellement contaminées et par mesure prophylactique, le taux de 20% pourra être abaissé à 10%.

Les parcelles arrachées dans ce cadre bénéficieront d'une indemnité d'un montant modulable selon l'âge de la plantation, calculée selon le barème ci-dessous.

Age de la plantation	Indemnité d'arrachage
1 an (2ème feuille)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)
2 ans (3ème feuille)	5.340 Euro/Hectare (35.028,10 Francs)
3 ans (4ème feuille)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
de 4 à 9 ans (5ème à 10 ^{ème} feuille)	8.380 Euro/Hectare (54.969,20 Francs)
10 ans (11ème feuille)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
11 ans (12ème feuille)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)
12 ans et plus (13ème feuille et plus)	3.810 Euro/Hectare (24.991,96 Francs)

Le montant de l'indemnisation de l'arrachage d'une parcelle est fixé pour une densité moyenne de 500 arbres/ha. Ainsi, lorsque la densité de plantation est, au moment de l'arrachage de la parcelle, inférieure à 500 arbres/ha, l'indemnité est calculée au prorata de la densité réelle constatée au moment de l'arrachage.

Le versement de l'aide interviendra dès que l'arrachage (*réalisé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 3 de la présente circulaire*) aura été constaté par la DRAF-SRPV.

2° AIDES COMPLEMENTAIRES POUR LES EXPLOITATIONS LES PLUS FRAGILISEES PAR XANTHOMONAS

Dans certains cas de contamination importante, touchant de nombreuses parcelles de l'exploitation, les indemnités de l'arrachage peuvent être insuffisantes pour assurer la pérennité de l'exploitation, déjà déséquilibrée par des pertes de récolte importantes en 2000.

Aussi, il est proposé une indemnisation complémentaire pour les exploitations qui pourront justifier, pour l'année 2000, par analogie avec le régime des calamités agricoles, de pertes de récolte qui, rapportées à la production atteinte sont au moins égales à 27%, **et** représentent au moins 14% de la production brute totale de l'exploitation (*imprimé joint en annexe*).

A titre exceptionnel et non reconductible, et au terme d'un examen au cas par cas, vous pourrez proposer au directeur de l'ONIFLHOR d'attribuer à ces exploitations une aide complémentaire, destinée à leur permettre de poursuivre leur activité. Cette aide, exprimée par hectare, sera modulée en fonction de la situation financière de l'exploitation, ***dans la limite de 7950 Euro/Hectare (52.148.58 Francs) arraché***. Toutefois, si cela s'avère nécessaire à la pérennité de l'exploitation, vous pourrez proposer au directeur de l'ONIFLHOR, dans un nombre limité de cas, au vu d'un audit, une majoration de 25% de cette aide, dans la limite des moyens disponibles.

Cette mesure est justifiée par la nécessité de soutenir et généraliser l'effort de lutte contre xanthomonas dans les exploitations les plus touchées, tout en réduisant pour elles le risque de déséquilibre économique.

3°) ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT

Le versement des aides prévues par la présente circulaire est conditionné au respect par l'exploitant, de la réglementation sanitaire en vigueur, et d'un parfait assainissement de la parcelle, excluant tout rejet ou repousse.

Les replantations de pêchers ou d'autres espèces fruitières devront être réalisées conformément aux prescriptions de la circulaire DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998.

En cas de replantation éventuelle avec une variété tolérante, l'usage de matériel certifié devra être privilégié. En cas d'indisponibilité, l'arboriculteur devra utiliser des plants offrant une garantie sanitaire optimale. Les variétés plantées devront figurer dans les listes arrêtées annuellement par les Sections Nationales « Produit ».

Le non-respect par les bénéficiaires, des dispositions prévues par la présente circulaire ou des dispositions légales de lutte contre le xanthomonas entraînera le remboursement immédiat et intégral des subventions perçues.

4° MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS FINANCIERES

Les demandes d'indemnisation seront instruites par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt en liaison avec les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (services de la protection des végétaux) et transmis à l'Oniflhor, le financement étant pris en charge par l'Office **dans la limite des crédits disponibles**.

Le versement des indemnités prévues par la présente circulaire est effectué par virement bancaire sur le compte du bénéficiaire. Ce versement est réalisé en une fois ; cependant, à titre exceptionnel, il peut être réalisé en deux fois pour une même exploitation qui souhaiterait arracher certaines parcelles avant récolte et d'autres après récolte.

Les demandes, accompagnées d'un Relevé d'Identité Bancaire, et validées par la DDAF, feront état, par exploitation, du ou des constats datés de contamination de parcelle(s), et de la date de réalisation de ces engagements, et :

- des surfaces (en ha) arrachées,
- de la densité réelle de la parcelle au moment de l'arrachage,
- des montants susceptibles d'être attribués.

S'agissant des aides complémentaires pour les exploitations les plus touchées, la demande de financement complémentaire devra aussi être accompagnée d'une description technique et financière justifiée des dégâts et de leurs conséquences pour l'activité, validée par la DDAF.

Les demandes d'indemnisation pour l'arrachage de parcelles réalisé conformément aux directives de cette circulaire, visent l'arrachage de parcelles réalisé au plus tôt en 2001, et au plus tard après la récolte 2001, les demandes devant parvenir à l'ONIFLHOR avant le 31 mai **2002**. Les aides destinées à compenser les pertes de récolte, visées au paragraphe 2°, ne portent que sur la production de l'année 2000.

5° SUIVI DU PROGRAMME

Les DRAF (service de la protection des végétaux), avec l'appui des FREDEC, sont chargées de définir les mesures techniques à mettre en œuvre pour réduire efficacement la dissémination des maladies.

Elles veilleront à assurer la plus large information sur les mesures prises, qu'elles soient techniques ou financières, pour assainir la situation ainsi que tout moyen permettant de surveiller l'état sanitaire des vergers.

En outre, elles sont également chargées de faire, périodiquement, le bilan des actions entreprises.

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

JEAN GLAVANY

LUTTE CONTRE LE XANTHOMONAS

Demande de paiement de l'aide exceptionnelle « Pertes de récolte »

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

DESCRIPTIF SOMMAIRE DE L'EXPLOITATION

A la date du 1^{er} janvier (dernière année connue)

Superficie Agricole Utile de l'exploitation : Hectares

Superficie totale du verger de l'exploitation : Hectares

Dont pêcher : Hectares (joindre un plan parcellaire)

Surfaces contaminées par le Xanthomonas : Hectares

Soit : % du verger de pêcher de l'exploitation

Production moyenne de pêche de l'exploitation : Tonnes
(moyenne sur 3 ans à surface constante)

Perte de récolte 2000 sur ces surfaces : Tonnes

Soit : %

Chiffre d'affaires moyen de l'exploitation (moyenne sur 3 ans) : Francs

Chiffre d'affaires 2000 de l'exploitation : Francs

Soit : - % du chiffre d'affaires moyen de l'exploitation

Demande à bénéficier de l'aide exceptionnelle de 6.880 Euro/Hectare (52.009,84 Francs) en compensation des pertes de récolte de l'année 2000, pour une superficie de Ha. de pêcher correspondant aux superficies des parcelles arrachées et indemnisées dans le cadre de la circulaire relative à la lutte contre le Xanthomonas.

A le

Signature du demandeur

A le

Visa de la Direction Régionale de l'Agriculture
et de la Forêt